

# Étude sur la situation économique des communautés de langue officielle en situation minoritaire

Mémoire présenté au  
Comité permanent des langues officielles

Par  
Ethel Côté

Séance n° 17

Le mardi 1 avril 2014

9 h 00 à 10 h 45

Pièce 8-53, 131, rue Queen

(613-943-9752)



Merci, monsieur le président, chers membres du Comité, bonjour

En tant qu'entrepreneure, je vous remercie sincèrement pour cette opportunité de vous parler d'un sujet qui me passionne « l'économie des communautés francophones en milieu minoritaire ».

Dès la vingtaine, je travaillais au sein de cette francophonie en cumulant divers postes au sein du milieu associatif francophone. Par la suite, pendant plus de 15 ans, j'ai créé et géré deux entreprises privées, l'une dans l'évènementiel (Mécénart) et l'autre en développement économique des communautés (L'Art du développement). Je prétends bien connaître les étapes de développement d'une entreprise, privée et collective, vu mon expérience professionnelle et mes leçons apprises, mais aussi grâce à la formation et à l'accompagnement que j'ai offert à des centaines d'entrepreneur.es de plusieurs régions canadiennes.

### **De quoi parle-t-on quand on se réfère à l'économie francophone ?**

Lors du Forum Pancanadien sur le développement économique en francophonie canadienne de 2012, qui fut le premier évènement économique canadien reconnaissant l'économie plurielle, nous étions fiers de constater que le marché francophone est toujours important, qu'il y a plus de 430,000 entreprises francophones au Canada (soit 18% des entreprises canadiennes) – dont 70 000 hors Québec (cela inclus les travailleurs autonomes, les PME, les organisations à but non lucratif en affaires, les coopératives et exclut les grandes entreprises avec 500 employés et plus) Fort de constater que 22% des emplois au pays sont comblés par des francophones, les économistes ont été surpris par l'envergure des activités économiques de la francophonie canadienne qui sont de l'ordre de \$230,5 milliards, soit 19,4% du PIB canadien - ça frappe ! Chaque dollar de PIB en provenance de l'espace économique francophone contribue à générer 0,52 dollar de plus au PIB canadien tout en produisant des recettes fiscales de \$23,4 milliards dans les coffres des différents niveaux de gouvernement. Donc cette économie est significative pour nous et pour vous.



Toutefois ce même grand Forum nous a permis de constater qu'il y a un manque flagrant de données sur l'espace économique francophone dans les provinces et territoires et sur le plan national, que le besoin d'un dialogue élargi et la nécessité d'identifier les créneaux et les secteurs à développer demeurent d'importants défis à relever pour renforcer le développement économique en matière de francophonie canadienne.

## **Mais si nous vous disions que cette économie francophone est encore plus riche – nous croyez-vous?**

Pour soutenir le développement entrepreneurial en français, nous sommes plusieurs, via des organisations telles que le Conseil de la coopération de l'Ontario, la Coopérative du développement régional du Nouveau-Brunswick, les RDÉE, le Centre canadien pour le renouveau communautaire, Passerelle I.D.E., les Fonds d'emprunt communautaire, etc., à réfléchir sur notre situation économique, à apprendre de nos expériences, à documenter nos pratiques, à proposer des stratégies structurantes en développement, à revendiquer des appuis, à renforcer les capacités entrepreneuriales selon nos maigres moyens et à mobiliser des capitaux, tout cela en vue de se doter des conditions essentielles pour soutenir une croissance entrepreneuriale inclusive, des entreprises privées et collectives, développées et gérées par des femmes, des hommes, des jeunes, des immigrantes et immigrants, des organisations et toutes personnes désireuses de s'investir pour créer des emplois de qualité, des services et des produits essentiels de proximité et des initiatives socioéconomiques qui revitalisent nos communautés tant en milieu rural qu'urbain.

Malgré les efforts déployés et de belles avancées économiques, nous constatons que bien des membres de nos communautés de langue officielle en milieu minoritaire sont toujours marginalisés par le marché, par l'économie et parfois par les approches entrepreneuriales conventionnelles.

Pour surmonter ces défis, contrer la pauvreté grandissante, répondre au besoin d'alternatives énergétiques, aux inégalités, à l'intégration réussie des immigrantes et immigrants, au décrochage scolaire, au manque de planification pour les petites entreprises qui n'ont pas de successeurs ... Plusieurs proposent d'améliorer le système, de transformer le marché, de créer de la valeur économique et sociale, d'améliorer les conditions de vie des communautés, de changer les habitudes de production et de consommation, et plus encore!

### **L'économie n'est pas singulière, elle est plurielle.**

Nous connaissons tous très bien l'économie privée (du très petit commerce, à la petite entreprise jusqu'à la multinationale) et même l'économie publique (les gouvernements - municipal, provincial, territorial, fédéral - jusqu'aux instances internationales). Pourtant l'économie sociale, cette économie de proximité qui fait partie de notre vie de tous les jours est méconnue.

*Les entreprises collectives (incluant les organisations sans but lucratif entrepreneuriales et les coopératives) sont des entreprises qui sont gérées comme des entreprises conventionnelles, qui produisent des biens et services qui vendent sur le marché et dont les*

*surplus sont réinvestis dans leur mission. (objectifs sociaux, culturels, environnementaux et économiques.) Ces entreprises :*

- *comblent des niches auquel le marché ne répond pas*
- *font la promotion de l'innovation*
- *améliorent la livraison des services sociaux, environnementaux et culturels*
- *appuient la viabilité des organisations sans but lucratif*
- *stimulent la création locale d'emploi et le développement de compétences*
- *font la promotion de la croissance économique et de la revitalisation de quartier, de village, de villes...*
- *appuient une économie inclusive qui donne de l'emploi et des opportunités de formation aux personnes marginalisées par le marché actuel d'emploi.*

Ce qui impressionne davantage, c'est que ces entreprises collectives (coopératives, mutuelles, organisations sans but lucratif en affaires) représentent entre **8 à 10%** du PIB de notre économie nationale. En plus, leur taux de survie est plus élevé que celui des entreprises privées (64 à 67% des nouvelles coopératives sont encore actives 5 ans après leur constitution – comparativement à environ 30% pour les entreprises privées.) Statistiques Canada. Les entreprises collectives s'appuient sur une logique de solidarité ainsi que sur une autre logique économique qui met la personne au centre de leur développement et leur rendement au profit de la communauté.

Quand en 1900, Alphonse Desjardins a fondé la première caisse populaire à Lévis, il a inspiré plusieurs personnes à se regrouper et à entreprendre autrement, tout en créant et consolidant des entreprises collectives. Aujourd'hui, nous ne pouvons tout de même pas renier l'apport et l'envergure du mouvement coopératif canadien!!!! Plus de 18 millions de membres, des milliers d'emplois, des millions en ristournes, des milliards en actif. Cette formule entrepreneuriale est dans notre ADN. Elle nous a permis non pas de survivre, mais de vivre en français et cela dans presque toutes les régions de notre grand pays. Encore aujourd'hui, les coopératives sont souvent les cœurs de nos communautés qui battent au rythme de nos aspirations. Elles créent de la richesse dont le rendement à long terme est investi dans nos communautés au lieu d'un rendement à court terme à des actionnaires. (de la garde de la petite enfance aux loisirs, de la culture à l'éducation, de la haute technologie aux énergies renouvelables, de l'alimentaire au tourisme, de la santé et aux services sociaux et communautaires. )

## **Entreprenons autrement!**

### CONVEX

Il y a 10 ans, des travailleurs sociaux et des familles n'ont pas attendu le sauveur qui viendrait créer des emplois pour des personnes, ayant un handicap, ainsi marginalisées par le marché de l'emploi... CONVEX a agi en créant 9 entreprises sociales, et une centaine d'emplois au cœur de Prescott Russell bien entouré d'une variété de partenaires.

## ÉPICERIE COOPÉRATIVE DE MOONBEAM

Il y a un an quand les gens se sont regroupés, ont développé, ont investi et ont repris en main l'épicerie qui fermait ses portes, en la transformant en coopérative alimentaire par et pour la communauté.

## LA MAISON VERTE

Il y a 30 ans, quand des mamans de Hearst, chefs de famille, voulaient se retrouver entre elles pour s'entraider, elles ont d'abord créé l'Association d'entraide Parmi-Elles. Mais constatant l'importance de prendre leur avenir en main, elles ont créé la Maison Verte et du même coup leurs emplois. Cette entreprise collective de plusieurs millions de dollars d'actif, qui a su s'adapter malgré les aléas de l'industrie forestière, crée 7 emplois temps plein et de 20 à 40 emplois saisonniers.

## LA NOUVELLE SCÈNE, LE CENTRE FRANCOPHONE DE SASKATOON OU ENCORE LA COOPÉRATIVE FRANCOPHONE DE THUNDERBAY

Que cela soit des compagnies théâtrales professionnelles ou encore une dizaine d'organisations et d'institutions qui cohabitent dans le même lieu, ces entreprises collectives créent des centaines d'emplois tout en consolidant des actifs communautaires.

## L'ÉCOMUSÉE DU FIER MONDE DE LA COLOMBIE BRITANNIQUE

Un musée ancré dans sa communauté qui valorise le patrimoine matériel et immatériel par des expositions, des publications, des activités culturelles, des programmes éducatifs, etc. Un musée qui évoque la fierté de toute une communauté

### **Les communautés francophones entreprennent!**

Cette volonté d'entreprendre autrement est en force au sein de la francophonie canadienne et dans le monde. Les initiatives de l'économie sociale répondent aux besoins émergents. Cet entrepreneuriat est en plein développement dans une multitude de secteurs d'activités par exemple :

1. Le maintien de services de proximité – coopératives alimentaires, service de garde, loisirs, services funéraires, et bien d'autres
2. La création de services plus humains à la personne - en aide à domicile, coopératives de santé...
3. Le développement du territoire - agriculture biologique, agriculture urbaine, tourisme social et solidaire

4. Les initiatives culturelles - accès aux produits artistiques et culturels en français et non pas seulement de la culture dominante anglophone ou américaine de masse.
5. La planification de la succession de petites entreprises - transformation en coopératives.
6. Le désir de créer des énergies propres et renouvelables - création des coopératives éoliennes, solaires, etc.
7. Le grand besoin de mobiliser de capitaux et des investissements responsables - obligations communautaires, financement participatif, Fonds de capitaux patients, fiducie etc.

Toute la force et le potentiel de l'économie sociale reposent sur un ensemble d'outils (en développement, en financement, en investissement, etc.), de **politiques publiques**, de **réseaux**, de **pratiques** qui sont en émergence dans toutes les régions canadiennes. L'économie sociale constitue une voie pour toutes les communautés qui veulent prospérer tout en assurant la protection de leur identité (de leur langue, de leur culture, de leur patrimoine), leur autonomisation et leur capacité de contrôler leur propre avenir. Pour créer un environnement favorable au développement et à la croissance des entreprises collectives, il est essentiel entre autres de renforcer les compétences entrepreneuriales, de développer les marchés, d'accroître l'accès au capital, d'inciter des investissements stratégiques, de documenter et de démontrer la valeur de l'économie sociale, de soutenir les organisations intermédiaires d'accompagnement et de faciliter le réseautage.

## **41 RECOMMANDATIONS POUR UNE ÉCONOMIE FRANCOPHONE FORTE**

### **RENFORCEMENT DES COMPÉTENCES ENTREPRENEURIALES**

1. Investir dans le développement des compétences des entrepreneur.es (privés et collectifs), par exemple en finançant un programme de formation et d'accompagnement offerts par des organisations intermédiaires en développement économique.
2. Investir dans un programme de formation à l'emploi spécialisé au sein d'entreprises d'insertion économique incubatrices afin d'offrir une formation appliquée aux personnes marginalisées par le marché de l'emploi, offrant un salaire pendant 4 à 6 mois et un tremplin vers le plein emploi.

### **DIVERSIFICATION ET ACCROISSEMENT DE L'ACCÈS AU CAPITAL POUR LES ENTREPRISES FRANCOPHONES (financement et investissement)**

3. Assurer que les entreprises collectives aient accès, en anglais et en français, aux outils, au financement et aux ressources déjà disponibles en développement d'entreprises privées.

4. Créer un programme de financement destiné aux entreprises collectives comme l'Initiative de développement coopératif (IDC).
5. Désigner une partie du budget des agences régionales de développement économique destiné aux entreprises francophones – privées et collectives. (FedDev, FedNor, APECA, Agence de diversification de l'Ouest, etc.)
6. Assurer que les programmes gouvernementaux en développement économique des collectivités financent de façon équitable les entreprises privées et collectives francophones et cela tant dans les communautés rurales, les régions éloignées que dans les grands centres.
7. Investir dans des mécanismes de finance sociale novateurs, gérés avec la communauté, en appui au développement économique tout en créant ou maintenant des emplois dans les collectivités.
8. Investir dans une variété de mécanismes de financement et d'investissement partant du microcrédit, aux capitaux de risque, garanties de prêts, obligations à impact social responsable, capitaux patients, financement participatif, fonds de dotation, etc.
9. Financer les organismes intermédiaires spécialisés en accompagnement au développement et à la croissance des entreprises collectives (sociales et coopératives). (Il y a 200 développeurs coopératifs, toutefois seulement 11 francophones desservant la communauté francophone en milieu minoritaire – Source CMC)
10. Explorer la création d'une bourse (Social Investment Exchange) pour appuyer la mobilisation de capitaux pour les entreprises collectives.
11. Aider les différents niveaux de gouvernements à adapter leurs programmes et services en fonction des besoins des entreprises et des acteurs du développement économique francophone.

## **DÉVELOPPEMENT DE MARCHÉS POUR LES PRODUITS ET SERVICES DES ENTREPRISES FRANCOPHONES**

12. Investir dans une plateforme virtuelle économique francophone dynamique pour favoriser le partage, l'accès à l'information et aux ressources en renforcement des capacités, en mentorat, en accompagnement, en maillage, etc. pour les entreprises francophones.
13. Redéfinir les politiques d'achat du gouvernement fédéral afin de créer des opportunités commerciales pour des petites et moyennes entreprises et des entreprises collectives offrant leurs produits et leurs services au gouvernement: achats ciblés, tarification séparée, critères de demandes de propositions soutenant ouverts aux entreprises sociales, etc. (ex : Ajouter des objectifs sociaux, ainsi que des objectifs financiers et

environnementaux aux dépenses fédérales d'infrastructure et à toutes les stratégies de relance économique).

14. Soutenir des réseaux qui appuient des pratiques d'achat local novatrices et viables, des alliances locales pour promouvoir les achats auprès d'entreprises collectives et privées par des secteurs ciblés et/ou au public, incluant le Réseau d'achat durable et le Portail du commerce social.
15. Investir dans une stratégie de commercialisation / promotion qui appuie l'accroissement des marchés pour les entreprises collectives ex. représentation lors de missions économiques, campagne nationale sur l'économie plurielle et promotion d'une variété de pratiques entrepreneuriales, etc.
16. Investir dans des outils de fidélisation à l'économie locale mobilisant les petites entreprises et les entreprises collectives.

## **RECHERCHE, DOCUMENTATION, PROMOTION ET DÉMONSTRATION DE LA VALEUR DE L'ENTREPRISE FRANCOPHONE AU Canada**

- 17 Vu que les données disponibles ne permettent qu'une mesure partielle et imparfaite des éléments que constitue l'espace économique francophone des entreprises, il est donc difficile d'en déterminer l'impact sur l'économie canadienne – Investir dans la recherche et l'établissement d'un portrait statistique et des histoires de cas d'entreprises francophones, de créneaux et de secteurs à développer, etc. incluant les entreprises collectives.
- 18 Investir dans la documentation et la création d'un répertoire via une cartographie dynamique des entreprises francophones au Canada pour mieux faire des affaires en français au Canada et pour démontrer leur diversité et leur apport à l'économie canadienne.
- 19 Informer et sensibiliser les élu.es et les employé.es clés des ministères à vocation économique du gouvernement fédéral par rapport à l'entreprise collective et de leur impact dans l'économie.
- 20 Inclure des informations sur l'entreprise collective dans toutes les promotions de l'entrepreneuriat privé produites par les agences régionales économiques et dans les centres de ressources d'aide à l'entrepreneuriat.

## **LE RÉSEAUTAGE ET LA PLANIFICATION ÉCONOMIQUE**

- 21 Investir dans la mise en œuvre du **Plan d'action intégré** élaboré dans le cadre du Forum pancanadien sur le développement économique de la francophonie canadienne.

- 22 Affirmer l'importance du dossier économique pour le développement de la francophonie canadienne et engager un plus grand dialogue national et des échanges d'expertise entre les principaux intervenants gouvernementaux, associatifs et privés.
- 23 Investir dans le réseautage d'affaires en français en milieu rural et urbain. (Ex : expérience de la communauté d'affaires canadienne et du mouvement de l'économie sociale au Québec confirme que la contribution valable à être faite au développement d'entreprises est d'aider le secteur à se réseauter, à se concerter, à s'organiser et à faire des affaires. Au Québec et au Manitoba, le gouvernement a fait des contributions importantes pour renforcer la capacité du secteur de l'entreprise collective en appuyant entre autres le réseautage en milieu rural et urbain. )
- 24 Soutenir les activités nationales de réseautage stratégique de l'entrepreneuriat francophone.
- 25 Appuyer des organisations provinciales et sectorielles comme le Conseil de la coopération de l'Ontario qui favorisent la formation, la représentation, la mise en réseau des entreprises collectives francophones : entreprises sociales et coopératives d'une province ou d'un territoire.
- 26 Soutenir la création d'un Réseau pancanadien de gens d'affaires francophones (entreprises privées et collectives).

## **POLITIQUES PUBLIQUES, INFRASTRUCTURE AIDANTE ET ENVIRONNEMENT LÉGISLATIF SOUTENANT**

- 27 Créer un Comité paritaire permanent, interministériel et intergouvernemental, composé entre autres de représentants d'Industrie Canada, de Condition féminine, De citoyenneté et immigration et autre ministères à vocation socioéconomique, de représentant.es de l'entrepreneuriat privé et collectif francophone, de la finance solidaire et conventionnelle, etc. afin de favoriser la concertation sur l'entrepreneuriat en français, la co-construction de politiques publiques nationales et la mise en place de conditions essentielles afin de soutenir le développement et la croissance de l'espace économique francophone.
- 28 Établir une politique gouvernementale d'achat visant les entreprises collectives : sociales et coopératives.
- 29 Permettre aux personnes promotrices de projets de coopératives et d'entreprises sociales d'avoir accès au bien-être social, aux prestations sociales ou à l'assurance emploi pendant le temps de développement de leur entreprise comme pour ceux et celles qui créent des entreprises privées.
- 30 Offrir des crédits d'impôt pour les investisseurs en entreprises francophones.
- 31 Inciter et soutenir les municipalités qui offrent des garanties de prêt accessibles aux organismes à but non lucratif lors d'achat d'actifs.

## **FRANCOPHONIE**

- 32 Assurer que les programmes gouvernementaux existants et futurs, qui appuient les organismes pourvoyeurs anglophones de services-conseils, investissent de façon équitable auprès des pourvoyeurs francophones de services conseils aux entreprises.

## **IMPLICATION DE LA JEUNESSE**

- 33 Investir dans des programmes de stages en entreprises collectives.
- 34 Adapter les programmes existants en appui à l'entrepreneuriat jeunesse privé à l'entrepreneuriat collectif.
- 35 Promouvoir l'entrepreneuriat privé et collectif auprès des jeunes.
- 36 Investir dans l'accompagnement auprès des jeunes qui voudront transformer une entreprise privée en entreprise collectives. (succession)

## **INTÉGRATION SOCIOÉCONOMIQUE DES IMMIGRANT.ES**

- 37 Investir dans des entreprises collectives / sociales d'entraînement en milieu rural et urbain, afin d'offrir des espaces de formation pratique en emploi tout en favorisant l'insertion socioéconomique des groupes marginalisés : jeunes, immigrant.es, personnes handicapées, chômeurs, autochtones, etc.
- 38 Soutenir l'adaptation des outils de formation et d'accompagnement pour mieux desservir les entrepreneur.es immigrant.es.
- 39 Assurer que tous les programmes d'appui à l'entrepreneuriat soient accessibles aux immigrant.es.
- 40 Investir dans des stages dans des créneaux présentant des débouchés réels d'emploi.
- 41 Investir dans des programmes de reconnaissances des compétences des travailleurs étrangers.

Rappelons-nous nos villages qui espéraient le sauveur, la grande entreprise qui viendrait s'installer, créer des centaines d'emplois, exploiter nos ressources – Nous les avons vu fermer leur porte quand les profits étaient en chute, mettre le monde à pied, arrêter leurs activités sans trop penser aux impacts - tout en nous oubliant ! Nous voulons un développement responsable. Sur ce, merci pour votre écoute.

---

Note : Ce mémoire a été rédigé par Ethel Côté inspirée de sa pratique, de discours, de rapports, de textes sur l'espace économique francophone, l'entrepreneuriat collectif, l'économie sociale et l'entrepreneuriat privé.